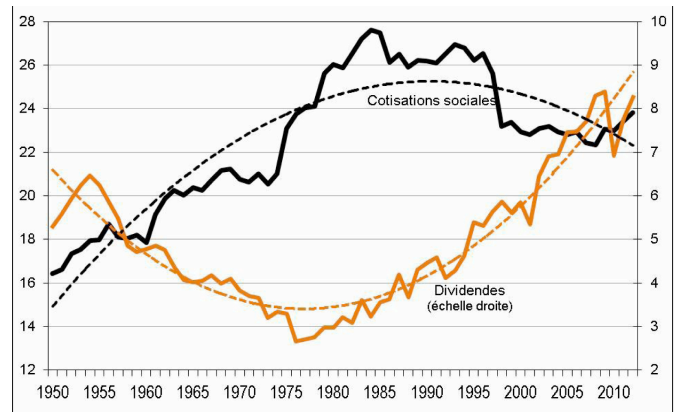


Indécence, obscénité sociale ! Voilà où en est ce personnel de gouvernement, qui confie avec désinvolture aux médias domestiqués que, « oui, oui, il y aura un geste pour les petites retraites ». *Shame on you !* C'est tout Valls, ça. Les efforts des pouvoirs publics devraient être prodigués en direction des 99% de la population, souffrant de la crise. Mais non ! Valls, lui, lâche de vagues promesses de miettes aux petits, aux obscurs, pendant qu'il puise par poignées dans les fonds publics pour arroser les rentiers, les propriétaires et les actionnaires. Des milliards pour les uns, pour les autres l'amertume de la violence libérale. **Il nous faut mettre en échec cette austérité sans fin.**

La Filpac CGT appelle à faire du 1^{er} mai la digne suite de la manifestation du 12 avril, où syndicats, associations et partis ont marché ensemble contre l'austérité et pour une politique alternative au libéralisme. Ce 1^{er} mai doit participer à la construction d'un mouvement unitaire pour mettre en échec au plus vite la politique du désastre menée par Hollande. Pourquoi une telle urgence ? Décryptage.

Programme de stabilité ? Valls mène l'offensive en trois temps. **1.** Il veut couper les vivres de la Sécurité sociale. Exonérer les patrons de toutes cotisations sociales pour les salaires au SMIC, et transférer celles de la branche Famille vers les salariés, cela revient à priver la protection sociale d'une partie de ses seuls revenus, des milliards ! **2.** Valls fait silence sur les financements de remplacement. Par manœuvre, il laisse le flou. Pourquoi ? Il n'agit pas pour opérer un simple transfert des cotisations du patronat vers le salariat. **3. Valls veut la rupture de la protection sociale :** la torpille des exonérations créera un déficit supplémentaire, que Valls constatera pour en déduire que l'heure est venue des assurances privées. Pourquoi ? Pour protéger les dividendes des rentiers. **La preuve ci dessous...**

Le tableau ci-contre montre que les cotisations sociales handicapent les dividendes. Valls, en faisant cadeau des cotisations sociales aux patrons, protège les profits. Sacrifier la Sécurité sociale sur l'autel du capital, voilà son « Programme de stabilité ».



Pacte de responsabilité ? Hollande coupe les vivres des salariés en leur faisant payer, par la hausse de la TVA, le crédit d'impôts accordé aux patrons (CICE). La taxe sur tous les produits de consommation va alimenter les caisses du patronat. Le patronat fait profession de foi de ne jamais embaucher. Ou alors en CDD d'un mois. Parce qu'une fois pour toute, avec l'appui du gouvernement, les employeurs ont jugé que ce sont les salaires les responsables de la crise économique. Les mêmes salariés, qui ont renfloué les banques lors de la crise en 2008, sont sommés de modérer leur seul revenu ou d'aller chômer. Ou les deux.

Le crédit d'impôts, payé par les consommateurs, ne prévoit aucune contrepartie, aucune obligation du bénéficiaire. L'employeur n'est pas tenu d'embaucher qui que ce soit, pas plus qu'il ne devrait rendre compte des sommes versées par l'Etat. Les propriétaires, actionnaires et rentiers se frottent les mains. Car ils vont empocher le cadeau sans merci.

Et le chômage ? Il fait partie intégrante de la politique Valls-Hollande. La preuve par ArjoWiggins !

Redressement productif ou destruction progressive ? La fermeture en cours des papeteries ArjoWiggins du groupe Sequana, décidées pour protéger la cotation en Bourse du groupe, est appuyée par un accord gouvernement-banques-ArjoWiggins du 10 avril 2014, incluant la Banque publique d'Investissements ! Les salariés d'Arjo revendiquent, eux, la préemption de leurs sites par les autorités locales et régionales avec l'appui des pouvoirs publics. De quel droit, sur quel mandat, avec quelle légitimité un Valls, ayant recueilli 6% aux primaires du PS, sorti Premier ministre de l'échec cuisant des municipales, peut-il affirmer qu'il faut numériser toute la filière papetière ?

Voilà pourquoi il y a urgence à stopper la politique du désastre de Valls et Hollande. Le 1^{er} mai 2014 est un tournant : il doit être suivi de bien d'autres rendez-vous de mobilisations pour faire échec à Valls.